

2010

Rapport d'activités

soumis au conseil d'administration
du 18 mai 2011

Sommaire

Préface	p. 5
Temps forts 2010	p. 7
Les indicateurs	
- du mouvement	p. 11
- de la Fédération	p. 11
L'action nationale	
- Animation	p. 13
- Lobbying	p. 15
- Communication	p. 20
- Services aux adhérents	p. 21
L'action régionale et ultramarine	
- Animation	p. 23
- Lobbying	p. 23
- Communication	p. 24
L'action européenne et internationale	
- Animation	p. 25
- Lobbying	p. 25
- Communication	p. 26
Annexes	
- Adhésions	p. 27
- Radiations	p. 28
- Organismes auprès desquels la Fédération est active	p. 29

Préface

Le rapport d'activité qui vous est ici présenté permet de constater que 2010 a été une année clef pour la Fédération, comme pour l'ensemble du mouvement des Epl, qui vient couronner de succès la stratégie que nous nous étions assignée en 2007.

Trois points me semblent à cet égard émerger de l'ensemble des actions réalisées en 2010 :

- *L'adoption de la loi sur les Sociétés publiques locales, à l'unanimité du Parlement, avec le soutien du Gouvernement et de l'ensemble des associations d'élus. Un « fait d'arme » dont on n'a pas encore mesuré toute la portée, qui n'a été possible que grâce au portage politique de la Fédération et à la mobilisation de son réseau d'élus.*
- *La mise en place, du fait de l'apparition des Spl et de l'essor des filiales d'une stratégie de gamme, avec la « Sem au cœur », en lieu et place du positionnement mono produit qui prévalait depuis l'apparition de la Fédération en 1956.*
- *Le lancement de la 1^{re} Semaine nationale des Epl, qui a permis de promouvoir, auprès d'un large public, avec des méthodes nouvelles, au plan national comme régional et local, une image globale des Epl porteuse de confiance et de performance.*

Du fait de ces avancées, c'est au fond en 2010 que la Fédération des Sem est vraiment devenue la Fédération des Epl.

Martial Passi
Président de la Fédération des Epl

Temps forts 2010...

... du 1^{er} trimestre

6 janvier : Martial Passi rencontre **Marie-Luce Penchard**, ministre de l'Outre-mer.

12 janvier : La **Fédération des Epl Rhône-Alpes** rencontre le président du CESR Rhône-Alpes ce qui constitue la première étape d'une campagne de sensibilisation afin de renforcer la présence des Epl dans les CESR.

13 janvier : Rendez-vous avec **Daniel Delaveau**, président de l'ADCF, maire de Rennes

22 janvier : Lancement du club des Sem de thermalisme à la Fédération.

28 janvier : Séminaire consacré au premier « bilan des Spla ».

18 février : Réunion des Sem d'eau et d'assainissement au sein d'Arpège.

8 mars : Rendez-vous avec **Augustin de Romanet**, directeur général de la Caisse des dépôts

9 mars : Rendez-vous avec **Bruno Bourg-Broc**, président de la Fédération des Villes moyennes.

9 mars : La Fédération organise sa première journée d'information Ressources humaines.

10 mars : **Julien Marchal**, représentant du ministère de l'Ecologie participe au club énergies renouvelables.

23 mars : l'Assemblée nationale adopte en 1^{re} lecture la proposition de loi sur les Spl.

... du 2^e trimestre

2 avril : Visite de l'écoquartier de Bonne à Grenoble (Sem Sages) organisée en partenariat avec l'Association des maires de grandes villes de France.

6 avril : Lancement des Assises régionales à Givros.

28 avril : Martial Passi rencontre avec **Michel Destot**, président de l'Association des maires des grandes villes de France, puis **Gérard Hamel**, président de l'Anru.

4 mai : La Fédération participe aux Etats généraux du logement.

6 mai : Réunion du club des présidents d'Epl à Bruxelles au Parlement européen. L'occasion, d'échanger avec des parlementaires européens et des représentants du Bureau d'information pour la France.

7 mai : Edition d'un Livre blanc sur le très haut débit rédigé par la Fédération et la Sem Intermédiasud.

9 au 11 mai : Congrès de l'UPPPF, la Fédération et les Epl du secteur funéraire y collaborent.

19 mai : Le Sénat adopte en 2^e lecture la proposition de loi sur les Spl.

...3^e trimestre

19 au 26 mai : 135 Epl participent à la première Semaine nationale des Epl dans 68 villes, ainsi que 2 ministres : **Michel Mercier** et **Jean-Marie-Bockel**.

28 mai : La loi sur les Spl est publiée au Journal officiel.

1^{er} juin : L'avis du Conseil d'Etat sur les Sem contrats est rendu public.

2 juin : Lancement du club scénographie à la Fédération.

8 juin : Création d'un groupe de pilotage pour les Sem de services sur « les facteurs clés de succès et de réussite pour les Epl ».

9 juin : **Martial Passi** auditionné par la Cour des comptes dans le cadre de son étude sur la Caisse des dépôts et l'économie mixte.

15-16 juin : Rencontre européenne des Epl d'eau organisée au Tholonet, siège de la Société du Canal de Provence.

17 juin : **Isabelle Bonnaud-Jouin** est élue présidente de l'Association des directeurs d'Epl (ADEPL).

22 juin : Un moment fort pour le mouvement : assemblée générale de la Fédération des Epl, rencontre nationale des dirigeants, déjeuner-débat avec **Michel Mercier**, ministre de l'Espace rural, l'occasion de diffuser le recueil de bonnes pratiques élaboré par la Fédération dans le cadre des Assises des territoires ruraux. L'Assemblée statutaire de la Fédération approuve le rapport moral et le rapport financier 2009. Elle arrête également le barème des cotisations pour 2011 et entérine les cooptations faites par le conseil d'administration.

22 juin : La **Sara** (Angers), la **Maison du tourisme du Golfe de Saint-Tropez**, la **Sembe** (Aude) et **Parcus** (Strasbourg), lauréats des Trophées des Epl 2010.

6 juillet : Première rencontre nationale d'information sur les Spl à destination des collectivités locales en présence des principaux parlementaires protagonistes de la loi : **Jean-Léonce Dupont, Gérard Hamel, Jacques Mézard, Daniel Raoul, Jean-Pierre Schosteck, Jean-Marie Sermier, André Vézinhel**.

12 juillet : Suite aux interventions de la Fédération des Epl, la loi relative aux réseaux consulaires préserve le périmètre de référence des Min.

1^{er} au 8 septembre : Déplacement de **Martial Passi** en Nouvelle-Calédonie. A cette occasion rencontre avec l'ensemble des Epl et instances publiques, et remise des 3 Prix de l'économie mixte.

14 septembre : 2^e Rencontre nationale d'information sur les Spl à destination des collectivités locales.

15 septembre : **Martial Passi** rencontre **Michel Bouvard**, député de la Savoie et président du conseil de surveillance de la Caisse des dépôts.

16 septembre : Rendez-vous avec **Jacques Pélissard**, président de l'Association des maires de France.

...4^e trimestre

16 septembre : Les Epl de déchets participent aux Assises des déchets à Paris.

21 septembre : **Louis Buteau** est élu président de la Fédération régionale des Epl d'Auvergne Centre Limousin.

29 septembre : Le comité stratégique valide les études réalisées sur l'avenir des Sem départementales d'aménagement et la stratégie des Sem immobilières.

4 octobre : **Richard Lioger** est élu président de la Fédération régionale des Epl de Champagne-Ardenne Lorraine.

6 octobre : A Angers, **Martial Passi** remet le Trophée des Epl à **Jean-Claude Antonini**, président de la Sara et maire de la ville.

6 octobre : **Mireille Flam** est auditionnée par l'intergroupe services publics du Parlement européen.

20 et 21 octobre : « Big bang territorial : l'action publique locale », le 3^e Congrès des Epl à Marseille placé sous le signe de l'optimisme avec des Epl qui représentent une gamme d'entreprises modernes et innovantes.

4 novembre : Rencontre des Sem d'eau en présence de **Frédéric Tiberghien**, membre du Conseil d'Etat.

9 novembre : **Jean-Léonce Dupont**, vice-président de la Fédération des Epl est reçu par **Benoist Appar**, secrétaire d'Etat au Logement.

10 novembre : 3^e Rencontre nationale d'information sur les Spl à destination des collectivités locales. Au total, ces 3 rencontres nationales auront rassemblé plus de 500 participants.

23 au 25 novembre : Comme chaque année depuis 2002, la Fédération des Epl est présente au Salon des maires et des collectivités locales. Elle participe à 3 ateliers techniques et conférences sur les Spl, le littoral et l'éolien. Présentation lors de cette dernière du Guide de recommandations « Les Epl et l'éolien : modalités d'intervention des collectivités locales ».

29 novembre : 1^{re} Rencontre sur l'ingénierie territoriale organisée avec la Caisse des dépôts et la participation de l'ADEPL.

1^{er} et 2 décembre : La Fédération est partenaire du 1^{er} Salon des sites touristiques et culturels, à Angers.

3 décembre : Colloque sur la gamme des Epl à Strasbourg et remise du Trophée des Epl à **Parcus**.

14 décembre : Les Epl de déchets reçues au Sénat pour une présentation du rapport d'information de **Dominique Braye** sur le « Traitement des ordures ménagères : quels choix après le Grenelle ».

Les indicateurs...

...du mouvement

1 061 Entreprises publiques locales

Les 1 061 Entreprises publiques locales en activité au 1er janvier 2010 renforcent leurs indicateurs de performance, malgré une conjoncture économique difficile.

245 projets à l'étude

Les 245 projets de création d'Epl recensés témoignent de l'intérêt des élus pour le mode de gestion Epl.

Si le mouvement connaît un léger recul du nombre d'Entreprises publiques locales (1 094 en 2008), la bonne santé des Epl existantes se confirme.

Ainsi, le chiffre d'affaires et l'emploi par entreprise sont respectivement en hausse de 2 % et 2,6 %. Les Entreprises publiques locales, moins nombreuses en 2010, voient donc leur performance s'affirmer.

Ce dynamisme s'exprime également par la constitution de Sociétés publiques locales d'aménagement, le développement des filiales d'Epl et l'augmentation du nombre de logements gérés par les Entreprises publiques locales.

Au 1er janvier 2010, les Epl représentent :

- 50 796 emplois en équivalent temps plein
- 3,1 milliards d'€ de capitalisation
- 10,2 milliards d'€ de chiffre d'affaires

Le recensement de 245 projets de création d'Epl confirme l'intérêt des collectivités et des élus locaux pour les différentes composantes de la famille des Entreprises que sont les Sem, les Sociétés publiques locales Spl) et les Sociétés publiques locales d'aménagement (Spla)

51 % de ces projets concernent des Spl.

...de la Fédération

700 Adhérents

A fin 2010, la Fédération compte 700 membres dont 650 Sem, 15 Spla, 5 Spl, 8 filiales et 22 collectivités locales porteuses de projets.

En 2010, elle a enregistré 27 nouvelles adhésions et 35 radiations.

3 163,5 K€ de cotisation

Les cotisations représentent 49,5 % des ressources de la Fédération. Leur montant encaissé au titre de l'exercice 2010 s'élève à 3 163,5 K€, soit un taux de recouvrement de 91,9 %.

Au titre de 2010, la cotisation moyenne acquittée par les Epl à la Fédération s'établit à 5 200 €.

En dehors des cotisations, les principales ressources de la Fédération proviennent pour 22,2 % de la subvention de la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) et 28,3 % de ses ressources « commerciales ».

Avec un effectif de 40 Etp (contre 39,9 en 2009), les charges de personnel représentent près de 48 % des dépenses d'exploitation. Elles sont couvertes par les cotisations à hauteur de 89,4 % (taux de couverture des charges de personnel « permanent »).

L'action nationale...

...l'animation

En 2010, les instances de la Fédération des Epl se sont réunies de façon régulière.

... Comité stratégique

Le comité stratégique est présidé par **Jean-Léonce Dupont**, vice-président du Sénat et président de la Saiem de Bayeux. Il est chargé de définir les grandes orientations de la Fédération.

Il s'est réuni le 24 mars 2010 pour préparer le document d'orientation stratégique, soumis aux adhérents lors des 14 Assises stratégiques régionales qui se sont tenues entre les 6 et 28 avril. Ce document a été adopté lors de l'assemblée générale de la Fédération, le 22 juin à Paris.

Il s'est réuni une seconde fois le 29 septembre, afin d'adopter les rapports résultant des travaux réalisés sur l'avenir des Sem départementales d'aménagement et la stratégie des Sem immobilières.

... Conseil d'administration et Bureau

Le conseil d'administration et le bureau se sont réunis respectivement à 5 et 3 reprises sous la présidence de **Martial Passi**.

Les principaux sujets examinés : plan d'action 2010, arrêté des comptes, bilan social et bilan du plan d'action 2009, préparation du congrès des Epl de Marseille, bilan et perspectives du Salon du développement local, examen des candidatures pour les villes d'accueil des congrès 2011 et 2012, organisation et bilan de la 1^{re} Semaine nationale des Epl, suivi des actions de lobbying, sans oublier la préparation du plan d'action 2011.

... Comité de déontologie et de transparence

Le comité de déontologie et de transparence, présidé par **Michel Valdigué**, conseiller maître à la Cour des comptes, se réunit une fois par an au moins pour proposer des suites aux constats du dispositif d'autocontrôle et à chaque fois que nécessaire.

Sur la base des comptes 2009, 28 Sem ont été détectées comme étant en situation fragile ou difficile.

... Comité d'audit et des rémunérations

Le comité d'audit et des rémunérations est présidé par **Jean-Luc Cordier**, directeur du développement au sein de la direction des grands clients et des financements de projets au Crédit coopératif.

Il s'est réuni à deux occasions en 2010 : le 17 mars pour examiner le projet d'arrêté des comptes au 31 décembre 2009 et le 15 septembre pour prendre connaissance du rapport du commissaire aux comptes sur les frais de déplacement supportés par la Fédération.

Il s'est également penché sur l'avenant au contrat de travail du directeur général de la Fédération et a engagé un examen des relations entre la Fédération et les associations qui lui sont adossées.

... Commission aménagement et renouvellement urbain

La commission aménagement et développement urbain, présidée par **Jean-Marie Sermier**, député du Jura et président de la Socad, s'est réunie à deux reprises.

Au nombre des sujets examinés :

→ L'avenir des Sem départementales d'aménagement dans les perspectives de la réforme territoriale.

→ La circulaire sur les concessions d'aménagement.

→ La mission grand emprunt.

→ Les réformes de la TVA immobilière et de l'urbanisme.

→ Les travaux menés avec l'Anru.

... Commission développement économique

La commission développement économique, présidée par **Patrick Jarry**, maire de Nanterre et président de la Semna, s'est réunie le 9 juin.

Les sujets examinés : Epl et services aux entreprises, évolution des métiers du développement économique.

... Commission logement

La commission logement, présidée par **Jean-Léonce Dupont**, s'est réunie par quatre fois.

Parmi les sujets examinés :

- Les conventions d'utilité sociale.
- Les élections des représentants de locataires.
- Les nouvelles cotisations à la CGLLS.
- Les Spl et le logement social.
- La couverture des risques locatifs.

... Commission tourisme loisirs et culture

La commission tourisme loisirs et culture a engagé des actions sur :

- Le renouvellement des délégations de service public.
- Les réseaux locaux d'influence et de lobbying.

... Commission environnement et réseaux

La commission environnement et réseau a été reçue au Sénat le 14 décembre pour une présentation par Dominique Braye du rapport d'information sur « Le traitement des ordures ménagères : quels choix après le Grenelle ».

... Commission déplacement

La commission déplacement ne s'est pas réunie en 2010.

... Commission santé

La commission santé-social, placée sous la présidence de **Charles Descours**, président d'honneur de la Fédération des Epl s'est réunie le 18 mai.

Ses travaux ont porté les conséquences de la loi hôpital patients santé et territoires pour les Epl maîtres d'ouvrage et gestionnaires d'Ehpad et sur les différentes catégories d'établissements d'accueil des personnes âgées.

... Commission communication

Cf p. 20 ... la communication

... Commission outre-mer

Cf p. 23 ... l'animation outre-mer

... Commission Europe et relations internationale

Cf p. 25 ... l'action européenne et internationale

... Clubs métiers et groupes de travail

L'animation professionnelle à travers les 10 commissions de la Fédération des Epl est complétée par des clubs métiers, lieux d'échanges professionnels et de mise en commun d'expériences, et par des groupes qui travaillent sur des thèmes liés à leur actualité.

Ainsi, en 2010 :

→ Le **club logement** a consacré ses travaux aux élections des représentants de locataires, au mandat de gestion par une Sem de biens appartenant à une collectivité locale ou à un organisme de logement social. Le partage d'expériences s'est poursuivi sur le site internet de la Fédération par la mise à disposition de documents.

→ Le **club Sem équipements et services touristiques** a travaillé sur les thèmes de : la mise en œuvre des actions de communication et marketing des parcs thématiques et sites patrimoniaux ; la billetterie et boutique en ligne ; les évolutions des habitudes des clientèles touristiques, etc.

→ Le **groupe de travail des responsables de boutiques de sites touristiques** a réfléchi sur les indicateurs de fréquentation et de consommation, les relations avec les fournisseurs, le merchandising et la gestion des boutiques. Sous son égide ont été organisées deux sessions de formation pour les responsables et personnels de boutiques.

→ Le **groupe de travail « Les facteurs clés de réussite des DSP »** a engagé une démarche pour mieux identifier les enjeux, stratégies et synergies entre Sem pour optimiser leurs renouvellements de délégations de service public.

→ Le **groupe de travail maîtres d'ouvrage et scénographie** a travaillé sur les thèmes de : la passation de marchés dans le cadre de l'ordonnance du 6 juin 2005 et des préconisations en la matière, ainsi que sur l'élaboration d'un guide méthodologique.

→ Le **groupe de travail billetterie et contrôle d'accès** a rencontré plusieurs prestataires. Les thèmes abordés : le vente de produits et séjours touristiques (Citybreak) ; les relations avec les réseaux de vente et les coffrets cadeaux.

→ **Club des Sem thermalisme** : parmi les sujets abordés, les perspectives du thermalisme sous forme d'Epl et l'établissement d'un plan d'action annuel.

→ **Club des Sem gestionnaires de golfs** : parmi les sujets abordés, la gestion d'un golf par une Spl, l'ordonnance du 6 juin 2005 concernant les marchés des Sem.

→ Le **club Sem transports publics** s'est penché sur la politique sociale et les DSP.

→ Le **groupe de travail Spla** a dressé un état des lieux et fait un point juridique.

→ Le **groupe de travail PNRQAD** s'est penché sur les orientations de l'Anah, de l'Anru et la DHUP sur le PNRQAD (Programme national de réhabilitation des quartiers anciens dégradés).

... Club des actionnaires

Le Club des actionnaires, présidé par **Gérard Trémège**, maire de Tarbes et président de la Semi, s'est réuni à 2 reprises. Il a notamment poursuivi ses réflexions sur l'appel à l'épargne, les montages financiers innovants et les filiales de Sem.

... Club des présidents

Le club des présidents d'Epl s'est réuni le 6 mai 2010 à Bruxelles où une trentaine de présidents avait fait le déplacement au Parlement européen : l'occasion de se rendre compte de la nécessité de croiser les regards du législateur et de l' élu local sur les sujets communs aux Epl et de mieux appréhender les mécanismes de décisions prises au sein des institutions communautaires.

...le lobbying

... Loi sur les Spl

La loi sur les Sociétés publiques locales a été publiée au Journal officiel le 29 mai 2010. Initié par la Fédération des Epl, le texte a bénéficié du soutien unanime du Parlement, du Gouvernement et des associations d'élus. Cette loi vient enrichir la gamme des Entreprises publiques locales auparavant composée des Sem, associant capitaux publics et privés, et des Spla, entièrement publiques. Ces dernières, qui n'existaient qu'à titre expérimental, voient à l'occasion de cette loi leur existence pérennisée et leur champ d'action élargi à des domaines connexes de l'aménagement. Une concertation sur la circulaire d'application a été engagée à l'automne avec le ministère de l'Intérieur.

... Sem contrat

Ce type de Sem existe à ce jour dans de nombreux pays d'Europe mais pas en France. Les collectivités locales y ont la possibilité de choisir, au terme d'un appel d'offres, l'actionnaire privé qui gèrera tout ou partie de la mission attribuée sans mise en concurrence de la Sem.

A l'initiative de la Fédération des Epl, l'Institut de la gestion déléguée a créé un groupe de travail rassemblant les principales parties prenantes (associations d'élus, ministères, Fédération des Epl, groupes privés, banques). Ce groupe a rédigé une saisine du Conseil d'Etat. Dans son avis, rendu public en juin 2010, le Conseil d'Etat a considéré que le caractère innovant et complexe de la Sem contrat justifiait des modifications législatives.

La Fédération a engagé dialogue et concertation avec la DGCL et la Direction juridique du Minefi sur les suites législatives qu'il conviendrait de donner à cet avis. Elle a également participé à l'organisation d'un colloque initié par Jean-Léonce Dupont, le 28 octobre au Sénat.

... Loi de réforme des collectivités territoriales

La loi de réforme des collectivités territoriales a été publiée au Journal officiel le 17 décembre 2010.

Plusieurs dispositions sont susceptibles d'impacter les Epl :

- la création du conseiller territorial.
- la création des métropoles.
- la création des pôles métropolitains.
- le dispositif des communes nouvelles.
- l'achèvement de la carte de l'intercommunalité.
- le renforcement de l'intercommunalité.
- la spécialisation de l'action des collectivités territoriales.

La Fédération approfondira l'impact juridique de ce texte sur les possibilités laissées aux collectivités, notamment les régions et les départements, d'apporter des aides au logement social et de garantir les emprunts des bailleurs sociaux. Sur ce point, la Fédération des Epl a reçu par courrier, l'assurance d'Alain Marleix (secrétaire d'Etat à l'Intérieur et aux Collectivités locales dans le précédent gouvernement Fillon) que ces dispositions n'avaient pas pour effet d'empêcher les cofinancements dans le domaine du logement social.

... Recours des Epl à une union économique et sociale

La Fédération des Epl réfléchit aux formes de coopération qui pourraient être envisagées entre une Société publique locale (Spl) ou une Société publique locale d'aménagement (Spla) et une Sem, notamment au groupement d'intérêt économique (GIE).

La Fédération a mené une étude pour savoir si un tel montage pourrait conduire à la constitution d'une union économique et sociale (UES).

... Conseils économiques sociaux et environnementaux régionaux (Ceser)

Le renouvellement de la composition des Ceser et l'intégration des acteurs environnementaux, ne devraient pas intervenir avant 2013, mais la Fédération, en lien avec les fédérations régionales, œuvre à une meilleure représentation des Epl en poursuivant son action de sensibilisation auprès des présidents de CESR et des préfets de région en charge de désigner par arrêté les futurs membres.

... Discriminations fiscales

Dans une étude, la Fédération des Epl a recensé les discriminations fiscales dont sont victimes les Sem. En concertation avec des fiscalistes et des Sem, une réflexion a été menée sur les démarches possibles d'optimisation fiscale. La Fédération a saisi le ministère des Finances.

... Circulaire sur les concessions d'aménagement

La Fédération des Epl demande depuis 2007 une circulaire sur la réforme des concessions d'aménagement.

Le MEDEEM a renoncé à la produire mais a décidé la publication d'un guide des procédures d'attribution des concessions destiné aux collectivités locales, mettant l'accent sur l'importance des critères environnementaux. La Fédération, membre du comité de pilotage de cet ouvrage, a été attentive à ce que ce guide respecte l'esprit de la réforme qu'elle a accompagnée.

... Réforme de l'urbanisme de projet

La Fédération des Epl participe depuis le 1^{er} semestre 2010 aux groupes de travail sur la redéfinition d'une stratégie foncière dont la réforme du droit de préemption urbain, la fiscalité de l'urbanisme et les outils de financement de l'aménagement, les documents d'urbanisme de nouvelle génération et la modernisation de l'application du droit des sols, la mise en œuvre opérationnelle des projets (simplification des autorisations individuelles et réforme de la Shon).

Elle veille à ce que l'intérêt et/ou les modes de faire des aménageurs soit préservés au sein de ces groupes de travail.

... Assises des territoires ruraux

Michel Mercier, ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire, a organisé les Assises des territoires ruraux auxquelles la Fédération des Epl a participé en particulier par l'élaboration d'un recueil de bonnes pratiques. L'objectif de cette consultation : établir un plan d'actions pour favoriser l'attractivité des territoires ruraux aux plans économique, social et patrimonial.

Michel Mercier a participé, le 22 juin, à un déjeuner débat organisé par la Fédération : une occasion d'échanges sur le plan d'action en faveur des territoires ruraux et sur les actions qui pourront être déclinées via les Epl, en particulier à travers de nouveaux secteurs d'activité.

... Marchés d'intérêt national

Dans le cadre de l'article 11 de la loi relative aux réseaux consulaires, la Fédération des Epl, en concertation avec la Fédération française des Min, est intervenue afin de ne pas supprimer le périmètre de référence des marchés d'intérêt national. Elle a mobilisé son réseau de parlementaires afin que la loi définitivement adoptée le 12 juillet 2010 aille dans ce sens. Cependant, une clause de revoyure prévoit un bilan de l'organisation des Min avant le 1^{er} janvier 2013 afin de juger de la pertinence de maintenir un tel dispositif.

La Fédération des Epl et la Fédération des Min se sont rencontrées en septembre afin de réfléchir sur des actions communes dans la perspective du bilan de l'organisation des Min prévu pour le 31 décembre 2012, comme de la rédaction du décret d'application.

... Programme national de rénovation urbaine I et II

Depuis 2007, la Fédération des Epl et l'Anru travaillent ensemble dans le cadre de rencontres nationales d'information et de groupes de travail, en particulier pour faire évoluer le règlement général et le règlement financier sans un sens plus favorable aux Epl.

Après l'Anru 1, la Fédération souhaite qu'il existe un Anru 2, qui attache encore plus d'importance à la mise en œuvre de projets urbains durables. Pour plus d'efficacité, elle propose de privilégier un management des projets par un opérateur unique, capable de mener à la fois des opérations de redistribution foncière, d'assurer la mixité sociale, d'inclure des activités économiques et d'adapter le phasage en fonction de la conjoncture.

Dans cette perspective, la Fédération a demandé à être associée à la réflexion sur le PNRU II.

... Médico-social

Face aux problèmes croissants posés par la démographie et la désertification médicale, de nombreuses collectivités locales entendent réagir, particulièrement en milieu rural. Elles participent activement à la mise en œuvre sur leur territoire de structures-relais, d'accueil ou soins, telles que les maisons médicales.

Dans la recherche de montages adaptés, la solution Sem suscite un réel intérêt parmi les élus décideurs : elle permet de sécuriser des pratiques de gestion reposant auparavant sur des associations. Or pour l'essentiel, l'article L.1522-6 du CGCT, qui organisait la prise de participation par des établissements de santé, des établissements sociaux ou médico-sociaux et des groupements de coopération sanitaire (GCS) au capital de Sem locales, a été abrogé.

Si cette situation n'affecte pas les Sem existantes associant ce type de partenaires, elle est de nature à empêcher la réalisation de nombreux projets en cours de Sem.

En octobre 2010, la Fédération des Epl a sensibilisé le cabinet du ministre de la Santé sur la nécessité d'introduire des dispositions permettant d'associer des établissements médico-sociaux ou de santé à des projets de Sem dont l'objet couvre en tout ou partie le domaine de la santé, dans le respect des compétences des collectivités associées à ces projets.

... Distribution de l'électricité

Adoptée définitivement le 24 novembre 2010 par le Parlement, la loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité, dite loi NOME, a été publiée au Journal officiel le 8 décembre.

Depuis avril 2010, la Fédération des Epl et l'ANSemE avaient mobilisé leur réseau de parlementaires dans le cadre du projet de loi visant un nouveau cadre de régulation du marché de l'énergie.

Les Sem de ce secteur, distributeurs non nationalisés, ont souhaité tout en préservant leurs spécificités et poursuivre leur développement en s'adaptant aux nouvelles règles du marché de l'énergie, apporter certains ajustements par voie d'amendements afin de pérenniser leurs activités.

Trois amendements allant dans ce sens ont été adoptés à l'initiative de la Fédération.

... Energies renouvelables

Pour compléter la démarche réalisée dans le secteur du photovoltaïque en 2009, la Fédération a édité un guide de recommandations sur l'éolien, en collaboration notamment avec le Syndicat des énergies renouvelables qu'elle a largement diffusé.

... Très haut débit

La Fédération et la Sem Intermédiasud ont rédigé un livre blanc sur le très haut débit. Sa très large diffusion a permis d'attirer l'attention des pouvoirs publics et des élus sur l'enjeu du très haut débit pour les entreprises et les collectivités territoriales, tout comme sur la solution Sem qui permet de contribuer au développement numérique des territoires par des montages novateurs.

... Etats généraux du logement

Les Etats généraux du logement se sont tenus à Paris le 4 mai 2010. A cette occasion, les acteurs du logement, dont la Fédération des Epl, ont présenté au Gouvernement et au Parlement 15 propositions pour bâtir l'architecture d'une nouvelle politique du logement.

... Conventions d'utilité sociale

La loi de mobilisation pour le logement a rendu obligatoire la conclusion d'une convention d'utilité sociale (Cus) entre l'Etat et chaque bailleur social (Sem ou organisme HLM) avant le 31 décembre 2010.

La Fédération des Epl a été associée à la concertation relative à un projet de décret relatif aux conventions d'utilité sociale pour les logements foyers et à la circulaire sur les Cus parue le 12 avril 2010.

... Plafonds de ressources pour le logement social

En application de la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre les exclusions, les plafonds de ressources pour l'attribution d'un logement social ont baissé de 10,3 % au 1^{er} juin 2009 et sont révisés chaque année en tenant

compte de la variation de l'indice de référence des loyers.

La Fédération des Epl a saisi **Benoist Apparu**, secrétaire d'Etat chargé du Logement et de l'Urbanisme pour que l'arrêté prévoyant l'évolution pour 2010 soit signé dans les meilleurs délais. Cet arrêté du 30 avril a été publié au Journal officiel le 5 juin.

... Cautions

Depuis le vote de la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, les personnes morales n'ont plus la possibilité de demander une caution apportée par une personne physique pour la location d'un logement. Les garanties apportées par le 1 % logement (Loca-Pass) sont réservées aux logements conventionnés.

La Fédération des Epl est intervenue en juin 2010 auprès du Gouvernement et d'Action Logement pour demander le maintien du Loca-Pass. Elle est à nouveau intervenue le 9 novembre auprès de Benoist Apparu, secrétaire d'Etat au Logement, pour défendre l'éligibilité des logements sociaux, par définition non conventionnés des Sem d'Outre-mer à ces garanties.

... Prorogation du régime d'exonération des plus-values pour les cessions de foncier à des bailleurs sociaux

Afin d'inciter les particuliers et les entreprises, qui souhaitent céder des immeubles, à privilégier les ventes à destination du secteur du logement social à un prix maîtrisé, la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 a prévu une fiscalité allégée en cas de vente à un organisme HLM ou à une Sem : exonération d'impôt sur les plus-values des particuliers et application d'un taux réduit d'impôt sur les sociétés sur les plus-values des entreprises. Cette disposition favorise les ventes et permet de négocier des prix d'acquisition plus compatibles avec les loyers des logements sociaux.

Afin de favoriser davantage ce type de cessions, la Fédération des Epl a proposé d'aligner le régime applicable aux entreprises sur celui des particuliers, à savoir une exonération totale d'impôt sur la plus-value et de proroger le dispositif au-delà du 31 décembre 2009.

La loi de finances rectificative pour 2009 a prorogé le dispositif jusqu'au 31 décembre 2011.

... **Projet de taxe sur les bailleurs sociaux**

Le projet de loi de finances pour 2011 prévoit de taxer les bailleurs sociaux. La Fédération des Epl s'est mobilisée très en amont en vue d'obtenir le retrait de cette décision. Elle est intervenue auprès du Gouvernement et du Parlement. Les modifications apportées par les sénateurs constituent des avancées, mais le dispositif maintient un prélèvement extrêmement lourd pour les bailleurs sociaux.

... **Réforme de la TVA immobilière**

La réforme de la TVA immobilière est profonde et radicale puisqu'elle remet en cause la définition de terrain à bâtir ou la notion d'assujetti.

Le texte de l'instruction ne tient pas compte des observations formulées par la Fédération des Epl qui a saisi le ministre du Budget.

... **Prolongation du taux réduit d'IS**

En application de l'article 210E du Code général des impôts, un certain nombre de plus-values immobilières réalisées sous certaines conditions peuvent bénéficier d'un taux réduit d'impôt sur les sociétés.

Parmi celles-ci figurent celles réalisées par les Sem sur les ventes d'immeubles qui ne constituent pas des logements sociaux dès lors qu'elles s'engagent à réinvestir ces sommes dans le logement social dans un délai de 3 ans. Toutefois, cette disposition doit prendre fin au 31 décembre 2010.

La Fédération a demandé au Gouvernement le report de cette date au 31 décembre 2013.

... **Harmonisation des modalités de révision des loyers conventionnés**

Depuis la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009, si la révision des loyers maximums a lieu sur la base de l'IRL du 2^e trimestre, la révision des loyers pratiqués des logements conventionnés demeure soumise à la date du 1^{er} juillet à l'IRL, le plus souvent du 4^e trimestre.

Devant cette incohérence, la Fédération des Epl a demandé l'harmonisation au 1^{er} janvier de la date de révision des loyers pratiqués.

Cette disposition figure dans le texte proposé par la Commission mixte paritaire dans le cadre du projet de loi de finances pour 2011.

... **Regroupement des opérateurs du logement**

Des élus locaux ont fait le choix de regrouper autour de la Sem immobilière la gestion et le développement de l'habitat social sur leur territoire.

La Fédération des Epl accompagne ces initiatives à la fois sur la question de la reprise par la Sem du personnel public de l'OPH, mais aussi sur la reprise par une Sem d'une SA d'HLM.

Elle a sensibilisé les pouvoirs publics en vue d'aider au bon déroulement de ces opérations de regroupement.

... **Loi du Grand Paris**

La loi relative au Grand Paris a été publiée au Journal officiel le 5 juin 2010.

Fin 2009, la Fédération régionale des Epl, présidée par Laurent Lafon, s'est rapprochée de plusieurs députés pour déposer un amendement visant à « permettre aux collectivités locales, dans le cas où il serait décidé que celles-ci seraient chargées de mettre en œuvre les projets définis par les contrats de développement territorial, de faire appel en matière d'aménagement, aux structures qu'elles ont déjà créées (Sem, Spla) ou à tout autre opérateur, en fonction de la solution jugée pertinente. »

Laurent Lafon et **Mireille Flam**, vice-présidente de la Fédération des Epl Ile-de-France, ont été reçus par le directeur de cabinet de Christian Blanc, secrétaire d'Etat au Développement de la région capitale, afin de faire valoir la position des Epl franciliennes.

A l'Assemblée nationale, l'article 7 de la loi a été modifié prévoyant que, si un contrat de développement territorial a été signé par la commune (ou Epci), la Société du Grand Paris ne peut mener les opérations d'aménagement que si le contrat de développement territorial le permet expressément.

La compétence en partie retrouvée des collectivités locales va dans le bon sens. La Fédération régionale, auditionnée au Sénat le 18 février, a également souligné la nécessité que le texte comprenne expressément l'objectif de production annuelle de 70 000 logements.

...la communication

... Commission communication

La Commission communication présidée par **Nicolas Lefebvre**, directeur général de la Société d'Exploitation de la Tour Eiffel, s'est mutée en comité de pilotage de la 1^{re} Semaine nationale des Epl et s'est réunie à 4 reprises lors du 1^{er} semestre avant de retrouver sa configuration normale pour deux réunions consacrées notamment au bilan de la Semaine nationale des Epl et à la lisibilité de l'offre de la Fédération à l'égard de ses adhérents.

... Congrès des Epl

Temps fort du mouvement des Epl, le congrès s'est tenu à Marseille les 20 et 21 octobre 2010. Chaque année, la Fédération associe adhérents et partenaires à l'élaboration du programme tant au niveau régional que national (5 réunions du comité de pilotage Paca et 2 du comité national).

Le thème « Big bang territorial : les réponses de l'action publique locale » a rassemblé 1 176 congressistes, autour d'un programme riche et varié : 23 tables rondes, réunions, ateliers ou clubs dont 7 séances axées mutualisation et transversalité, 4 visites professionnelles.

Toutefois, les grèves de transport ont privé le congrès de la venue de 380 participants et des personnalités ont dû se décommander.

Un congrès tout de même placé sous le signe de l'optimisme avec des Epl qui représentent plus que jamais une gamme d'entreprises modernes et innovantes : croissance des projets de création d'Epl, naissance de la 1^{re} Spl à Dreux, redéploiement et diversification de l'activité dans l'aménagement et le logement, développement dans les domaines des services à la personne, du tourisme, de l'eau et du haut-débit.

Le Salon du développement local a accueilli 50 exposants, chiffre en baisse par rapport à 2009. Le congrès est l'occasion de resserrer les liens avec les partenaires des Epl. Sept conventions de partenariat ont été signées dont une convention tripartite avec une importante délégation marocaine et l'AFD et une convention avec d'ADEPL.

... Semaine nationale des Epl

La 1^{re} édition de la Semaine nationale des Epl s'est déroulée du 19 au 26 mai 2010, week-end compris.

135 Epl ont pris part à cet événement qui a permis aux citoyens et aux acteurs du développement local de découvrir nos entreprises ou de les redécouvrir sous un angle nouveau.

138 événements ont été organisés dans 68 villes : 10 000 participants, 50 000 personnes sensibilisées. A noter également la participation de deux ministres, **Michel Mercier** et **Jean-Marie Bockel**, ainsi que de **Pierre Sallenave**, directeur général de l'Anru.

Retombées presse : la Semaine a généré 192 brèves, articles et dossier, ainsi qu'un publiereportage dans un cahier spécial du Monde.

Devant le succès de cette manifestation, le bureau de la Fédération a décidé de la pérenniser selon un rythme biennal. Prochaine édition en 2012.

... Trophées des Epl

Les Trophées des Epl visent à mettre en valeur des initiatives significatives de la performance économique, sociale ou environnementale des Epl au service des collectivités locales. Ils récompensent l'innovation au service du développement durable apportée par les Epl à un territoire dans le cadre de l'intérêt général, à travers trois catégories : habitat et développement urbain, développement économique ou touristique, services au public. Quatre sociétés ont été lauréates des Trophées 2010 :

→ la **Sara** pour la rénovation du quartier de La Roseaie à Angers.

→ la **Maison du Tourisme du Golfe de Saint-Tropez** pour la mise en place d'un site Internet

de réservation touristique pilote en France.

→ la **Sembe** pour le partenariat mis en place pour développer la filière bois dans l'Aude.

→ **Parcus** pour la rénovation du parking Austerlitz à Strasbourg.

Le comité de présélection, qui s'est réuni à Paris le 22 avril 2010, a nommé 8 sociétés qui ont présenté leur action devant un jury présidé par **Guy Geoffroy**, député maire de Combs la Ville et président des Ecomaires.

... Internet

→ **En mai** : réorganisation des pages liées à la « création d'Epl », suite au vote de la loi sur les Spl du 28 mai 2010 (abandon du site www.creerunesem.fr et réaménagement des contenus au cœur du site général www.lesepl.fr).

Dans le cadre de la Semaine des Epl, animation/gestion d'un blog www.semainedesepl.fr.

→ En juillet : mise en ligne d'un moteur de recherche transversal à tous les espaces web de la Fédération (espace institutionnel, espace dédié à l'actualité des Epl, espace adhérent, espace annuaire, etc.).

→ En octobre : édition d'une plaquette de promotion des espaces web de la Fédération, « Bienvenue dans l'e-mouvement des Epl ».

→ En décembre : mise en place d'une plateforme commune d'inscription aux 18 newsletters d'actualité : Fédération, Epl et fédérations régionales.

→ Quelques chiffres

- 55 690 visites mensuelles en moyenne tous espaces confondus (41 % du trafic assuré par l'annuaire et surtout les offres d'emploi).
- 2 383 abonnés au portail adhérent (659 Epl).
- 14 171 abonnés à l'actualité des Epl (progression de 76 % des abonnements grâce à un enrichissement via les bases de contacts de la Fédération).
- 461 offres d'emploi diffusées à 6 478 abonnés.

... Relations presse

740 brèves, articles ou dossiers de presse ont été générés en 2010, représentant + 55 % par rapport à 2009 (479 articles).

Une progression qui s'explique par la dynamique

de la Semaine nationale des Epl (192 retours presse) et par l'adoption médiatique de la loi sur les Spl (66 articles), ainsi que les bons résultats des sujets récurrents comme le Congrès des Epl, les Trophées des Epl et la remise du label européen Discerno.

... Editions

En matière d'éditions, la Fédération des Epl a produit ou coproduit en 2010 :

→ Le guide éolien avec le SER et France énergie éolienne.

→ Le livre blanc sur « Le très haut débit pour les entreprises » avec Intermédiasud.

→ Le rapport du dispositif d'autocontrôle sur l'exercice 2009 des Sem immobilières.

→ L'ouvrage « Les Epl et les PPP » avec Dexia.

→ « La concession d'aménagement » avec la Caisse des dépôts.

→ Les brochures « Spl vrai ou faux ? », « Qu'est-ce qu'une Epl ? » à l'usage du grand public.

...le service aux adhérents

... Autocontrôle et analyse financière

Le dispositif d'autocontrôle concerne toutes les Sem immobilières intervenant dans le domaine du logement social, soit 158 sociétés. Il s'inscrit dans le cadre de la convention passée avec la CGLLS, la Fédération devant assurer un rôle préventif pour traiter en temps utile les situations de difficultés.

Les données des analyses participent à l'établissement d'une plaquette annuelle au titre de l'observatoire des Sem immobilières.

En outre, dans le cadre du dispositif de suivi de l'aménagement (DIS), l'ensemble des Sem à double activité fait progressivement l'objet d'une double analyse (16 Sem concernées). Les activités aménagement de ces sociétés sont centralisées et permettent à la Fédération des Epl d'établir des cumuls et moyennes annuelles.

... Epl assistance juridique

La mission Epl assistance est une mission permanente de conseil juridique aux adhérents.

1 145 questions ont été traitées par les acteurs d'Epl assistance. 93 % l'ont été en moins de 48 heures.

... Epl management et ingénierie des territoires

Epl management accompagne les Epl par des techniques et pratiques innovantes du plus haut niveau développées avec HEC :

→ Epl cycle long, destiné chaque année à 25 dirigeants d'Epl ou aux cadres dirigeants appelés à le devenir.

→ Epl corpo, qui réunit chaque année durant 2 jours et demi les anciennes promotions du cycle long.

Le **comité ingénierie des territoires** créé en 2010 a vocation à organiser trois manifestations par an autour des équipements structurants et des sujets transverses. La 1^{re} Rencontre sur l'ingénierie territoriale a été organisée le 29 novembre en partenariat avec la Caisse des dépôts et la participation de l'ADEPL.

Le **club des présidents** d'Epl propose un espace privilégié d'échange et d'information adapté à leurs attentes d'élus locaux. Ainsi, en mai, une trentaine de présidents ont fait le déplacement, à Bruxelles, au Parlement européen.

Le **bilan global** proposé par la Fédération des Epl constitue un véritable bilan territorial à la carte. Outil de mesure, de prospective et d'aide à la décision, il permet aux dirigeants de mesurer l'impact économique réel de l'activité de l'Epl et les aide à définir une véritable stratégie.

Enfin, la Fédération a engagé un rapprochement avec les **universités et grandes écoles** pour mieux faire connaître l'univers des Epl aux étudiants.

... Accompagner les Epl

Pour aider ses adhérents à anticiper et les accompagner dans les perspectives offertes par l'élargissement de la palette Epl et être force de proposition auprès de leurs collectivités, la Fédération a organisé entre le 7 mai et le 30 juin 2010, 8 journées d'actualité tant à Paris qu'en régions ayant rassemblé 96 participants.

... Appui aux projets

En janvier 2010, la Fédération des Epl a créé un département collectivités locales en charge des relations avec les élus, de l'appui au projet et de l'action territoriale.

En décembre 2010, le service d'appui aux projets accompagne 207 projets de création d'Epl.

L'action régionale et ultramarine...

...l'animation

En 2010, les fédérations régionales d'Epl se sont fixées comme action prioritaire de renforcer la promotion des Epl auprès des collectivités locales et des acteurs économiques et sociaux.

... Conseil des fédérations régionales

Présidé par **Vincent Fuster**, également président de la Fédération des Epl Bourgogne Franche-Comté et de la SEDD, le Conseil des fédérations régionales s'est réuni en avril et en octobre lors du Congrès national de Marseille.

... Fédérations régionales

Les fédérations régionales ont tenu :

- 14 assises stratégiques régionales qui ont rassemblé 200 participants.
- 23 réunions statutaires.
- 10 réunions d'information dédiées à leurs adhérents.
- 80 rendez-vous avec des présidents et dirigeants d'Epl.

A leur actif également :

- Un renforcement des relations avec les partenaires régionaux.
- Signature d'une convention entre EDF et la fédération régionale de Paca à l'occasion du congrès de Marseille.

... Outre-mer

En 2010, la Commission Outre-mer s'est réuni à 5 reprises, animée par **Alain Armand**, président de la Fédération régionale des Epl Océan Indien et p-dg de la Sodiac (Réunion).

Parmi les sujets abordés : plan d'actions 2010, organisation de la Semaine des Epl en Outre-mer, préparation de la Conférence des Epl en Guadeloupe.

La journée pré-congrès du 19 octobre à Marseille a rassemblé 150 participants des Epl d'Outre-mer et partenaires institutionnels, permettant de débattre sur des sujets d'actualité et d'échanger avec des représentants du ministère de l'Outre-mer. Les conclusions des travaux de cette journée ont notamment ont

donné lieu à une motion adressée aux pouvoirs publics et parlementaires.

...le lobbying

En régions

... Promotion des Epl auprès des collectivités

- 67 rencontres régionales ont rassemblé 1 734 participants dont 430 élus et fonctionnaires territoriaux.
- 730 participants aux 12 colloques régionaux dédiés aux collectivités locales.
- 7 auditions auprès d'associations d'élus et de collectivités territoriales.

... Promotion des Epl auprès des réseaux

→ Conseils économiques et sociaux régionaux : Depuis mi-2010, les fédérations régionales ont été auditionnées en session plénière ou en commission thématique par 7 Ceser (Alsace, Basse-Normandie, Franche-Comté, Bourgogne, Haute-Normandie, Bretagne, Rhône-Alpes) et ont eu un rendez-vous avec les présidents de 4 Ceser (Poitou-Charentes, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Paca). Depuis 2007, 5 fédérations régionales disposent d'un siège dans un CESR (Pays de la Loire, Ile-de-France, Basse Normandie, Guadeloupe, Nouvelle Calédonie).

La loi portant engagement national pour l'environnement (article 100) consacre la transformation des Ceser et l'intégration des acteurs environnementaux. Le renouvellement de la composition des Ceser ne devrait pas intervenir avant 2013. Pour œuvrer à une meilleure représentation des Epl, les fédérations régionales ont engagé une action de sensibilisation des présidents de Ceser et des préfets de région en charge de désigner par arrêté les futurs membres. Des contacts ont été également pris au niveau national avec leurs

associations de présidents de Ceser et de préfets.

En Outre-mer

... Production du logement social Outre-mer par le mécanisme de la défiscalisation

La Fédération des Epl a sensibilisé les pouvoirs publics sur la nécessaire sécurisation fiscale du dispositif de défiscalisation, notamment dans l'a motion adoptée au Congrès national tenu à Marseille et lors d'une réunion de travail des bailleurs sociaux avec **Marie-Luce Penchard**, ministre chargée de l'Outre-mer, le 12 novembre 2010.

Elle a proposé par son réseau de parlementaires des amendements en vue des discussions sur le projet de loi de finances 2011 et poursuit son action à l'Assemblée nationale à l'occasion de la loi de finances rectificative.

... Habitat insalubre et indigne dans les Dom

La Fédération des Epl n'a pas été associée, comme s'y était pourtant engagée la ministre de l'Outre-mer en janvier 2010, à l'écriture en amont de la proposition de loi rédigée à partir des conclusions du rapport de **Serge Letchimy**, député de la Martinique.

La Fédération a veillé à faire entendre sa voix lors du débat parlementaire.

... Extension de la loi du 28 mai 2010 pour le développement des Spl à la Nouvelle Calédonie

La Fédération des Epl a engagé la sensibilisation des ministères concernés (Intérieur et Outre-mer) ainsi que des parlementaires du territoire, pour qu'il soit possible de créer des Sociétés publiques locales en Nouvelle Calédonie.

...la communication

... Newsletters régionales

Une refonte graphique des newsletters a été opérée en septembre.

Onze fédérations régionales ont publié au moins une newsletter. Au total, 25 newsletters régionales ont été diffusées.

Leur nombre d'abonnés s'élève à 1 705 contre 1 368 à fin 2009 dont 22 % vers les collectivités locales.

... Relations presse

Les relations presse se sont centrées sur des événements organisés par les fédérations, ou sur l'élection de nouveaux présidents.

... Semaine des Epl

La Fédération régionale Midi-Pyrénées a organisé une manifestation régionale à l'occasion de la Semaine des Epl, rassemblant 14 sociétés sur un village d'exposition durant 2 jours à Toulouse. Cette manifestation s'est accompagnée de relations presse auprès des médias régionaux.

L'action européenne et internationale...

...l'animation

... Commission Europe et relations internationales

La Commission Europe et relations internationale est présidée par **Mireille Flam**, conseiller de Paris et présidente de la Sogaris. Elle s'est réunie le 17 février pour impulser et suivre l'ensemble de l'action européenne et internationale de la Fédération.

... CEEP

Le Centre européen des entreprises à participation publique (CEEP) constitue la principale organisation au sein de laquelle la Fédération inscrit son action au plan communautaire. **Mireille Flam** préside le CEEP France.

→ 15 septembre : Rencontre sur l'actualité du Marché intérieur et cartographie des services publics en Europe en présence de **Philippe Herzog**, conseiller spécial de **Michel Barnier** et de **Ralf Resch**, secrétaire général du CEEP Europe. A cette occasion, **Hugo Richard** succède à **Thierry Durnerin** comme délégué général du CEEP France.

→ 8 décembre : Rencontre d'information sur « Un semestre d'actualité européenne sur les services publics » en présence de **Anne Houtman**, chef de la Représentation de la Commission européenne en France.

... A l'international

→ Pologne : signature en juin 2010 d'un accord de partenariat entre la Fédération et les représentants des Epl polonaises. Ce partenariat cofinancé par l'Union européenne a pour but d'apporter un savoir-faire en matière de développement économique, d'inclusion sociale et d'aménagement.

Lors du 1^{er} Forum international de l'économie communale à Varsovie, signature le 3 novembre d'un accord de coopération renforcée pour un appui institutionnel de la Fédération auprès du nouveau réseau des Epl polonais (KIG) et des échanges opérationnels pour répondre aux attentes techniques des entreprises polonaises dans le secteur des déchets, de l'aménagement et du développement économique.

→ Maroc : accueil d'une importante délégation marocaine en octobre, à l'occasion du Congrès des Epl et signature d'une convention tripartite avec l'AFD.

...le lobbying

... Traité de Lisbonne et services publics

La Fédération des Epl participe aux travaux du nouvel intergroupe Services publics au Parlement européen, créé dans le contexte particulier de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Ce dernier offre au Parlement la possibilité de légiférer en codécision, c'est-à-dire sur pied d'égalité avec la Commission, sur la question sensible des services d'intérêt général. Cette base légale n'existait pas en 2002 lorsqu'une majorité d'Etats membres s'était prononcée en faveur d'une directive cadre sur les services d'intérêt général. Elle a été intégrée dans le nouveau Traité.

Il est difficile de dire quel contenu sera donné à ce ou ces textes de loi communautaires. Mais le débat politique que les SIG est relancé à Bruxelles.

L'enjeu pour la Fédération est de se positionner au sein de l'intergroupe comme une force d'expertise reconnue sur la question des partenariats public-privé (PPP) et des concessions.

... Vers un nouvel acte unique européen

La Commission européenne a adopté fin octobre 2010 une communication visant à renouveler l'acte de confiance entre les Européens et le marché unique.

Même si cette communication ne cible pas directement les services d'intérêt général, elle donne un cadre aux débats en cours depuis l'adoption du Traité de Lisbonne et ouvre un certain nombre de chantiers.

La Fédération des Epl a participé à la consultation qui courait jusqu'au 28 février 2011, date à laquelle la Commission a adopté

définitivement un train de mesures qu'elle soumettra au Conseil et au Parlement dans les deux prochaines années.

... Vers une directive européenne sur les concessions

La Fédération des Epl a initié dès juillet 2010 une déclaration des Fédérations des collectivités françaises, allemandes et autrichiennes et de leurs Epl. Cette prise de parole précoce a permis de sensibiliser l'ensemble des acteurs en amont de la publication d'un texte et, s'agissant de la France, de jeter les bases d'un consensus. Les autorités françaises, qui associent la Fédération à l'élaboration de leur position, ont fait part à l'automne de leurs réticences à la Commission européenne. Cette dernière a néanmoins confirmé son intention de prendre une initiative législative pour préciser les règles de publicité, de sélection et d'égalité des traitements à respecter. Une telle législation aurait une valeur juridique supérieure aux normes actuellement en vigueur en France, comme par exemple la loi Sapin.

Le 6 octobre, par la voix de **Mireille Flam**, la Fédération a présenté ses arguments devant le Parlement européen, lors de la session de l'intergroupe Services publics consacrée aux concessions et aux partenariats public-privé. Elle a rappelé qu'en tout état de cause, la proposition de directive devra dissocier clairement le droit des concessions de celui des marchés publics, en reconnaissant en particulier aux collectivités publiques une réelle liberté de choix final.

La Fédération poursuit son dialogue avec les services de la DG Marché intérieur, les membres de la commission IMCO du Parlement européen et alimente la réflexion commune au sein du CEEP, ainsi que dans le groupe de travail interministériel mis en place, piloté par Bercy et le Secrétariat général des Affaires européennes.

...la communication

... Discerno CSR

La prise en compte des enjeux de développement durable est devenue un passage obligé pour l'ensemble des acteurs économiques. Aussi en 2008, le CEEP a lancé le label européen Discerno CSR qui récompense la responsabilité sociale et environnementale des entreprises publiques.

En 2010, 9 Epl françaises ont été distinguées. Quatre d'entre elles recevaient le label pour la première fois :

→ **Arcavi** pour 25 contrats d'insertion pérennisés, une stratégie de valorisation des déchets en énergie, d'intégration paysagère et de nouveaux chantiers de recherche et de développement « verts » en physique chimie, robotique et biochimie.

→ la **Semise** pour sa démarche RSE et son action de sensibilisation auprès de ses partenaires.

→ la **Semaad** pour ses opérations d'aménagement qui bénéficient en totalité de la certification environnementale Iso 14001 et pour son label européen EMAS (Eco Management and Audit Scheme).

→ la **Sipéa** pour son engagement depuis plusieurs années dans une démarche RSE à la fois managériale, sociale et environnementale. Pour les cinq autres Epl (**SIDR**, La Réunion – **Semavip** et **Semaest**, Paris – **LPA**, Lyon – **NGE**, Nantes), il s'agissait d'une reconduction, le label Discerno CSR étant attribué pour 2 ans.

... Les Epl étrangères

Pour la première fois en 2010, la Fédération a publié sur www.servirlepublic.fr une série d'articles sur les Epl étrangères et/ou leurs fédérations (Allemagne, Autriche, Espagne, Pays-Bas, Suède, Maroc). Tous ces articles intègrent une version anglaise.

Annexes...

adhésions

En 2010, la Fédération a enregistré 27 nouvelles adhésions dont 20 pré-adhésions.
Il s'agit de :

01

Syndicat mixte de traitement des déchets (Bourg-en-Bresse) : projet Sem énergies renouvelables

26

Syndicat départemental d'énergies de la Drome : projet Sem énergies renouvelables

32

Communauté de communes Bastides et Vallons du Gers : projet Sem bois énergie
Syndicat mixte de production d'eau potable et traitement des déchets du Gers : projet Spl traitement et transport déchets

35

Coglais communauté (Saint-Etienne en Cogles) : projet Spl gestion équipements de loisirs

38

Communauté d'agglomération Porte de l'Isère : projet Spl eau

34

Setomers (Balaruc-les-Bains)

44

Commune de Pornichet : projet 2 Sem, photovoltaïque et port d'échouage

47

Communauté de communes du canton de Castillonnes : projet Sem abattoirs

50

Communauté de communes de Brécey : projet Sem photovoltaïque

51

Communauté de communes de la Grande Vallée de la Marne (Ay) : projet Spl gestion d'équipements touristiques

56

Commune de Locminé : projet Sem énergies renouvelables

59

Lille Métropole Amélioration de l'Habitat

62

Saem Aced (Arques)

63

Châtel Développement (Châtel Guyon)
Communauté de communes du Pays d'Olliergues : projet Spl gestion équipements touristiques

77

Commune de Mitry-Mory : projet Sem événementiel
Commune de Provins : projet création Sem tourisme

78

Yvelines Aménagement (Versailles)

79

Communauté de communes du Lezayen : projet Sem déchets et énergies renouvelables

80

Conseil régional de Picardie :
- projet Spl aménagement et développement économique
- projet Sem énergies renouvelables

83

Commune d'Hyères-les-Palmiers : projet Spla

86

STCL (Limoges)

88

Communauté de communes du Val de Galilée : projet Sem méthanisation

92

Commune de La Garenne-Colombes : projet Spla

94

Semavil (Villiers-sur-Marne)

974

Civis : projet Spla

...radiations

Durant l'année, le conseil d'administration a procédé à 35 radiations d'Epl, parmi lesquelles des disparitions de sociétés et 6 projets abandonnés.

Il s'agit de :

- 01**
Saiem Bourg-en-Bresse
- 06**
Saem Saca (Sophia Antipolis)
- 11**
Sepomed (Narbonne)
- 19**
Brive Energie Seml
- 22**
Semarmor (Trégastel)
- 29**
Pôle funéraire public (Cahraix)
- 31**
Epicure (Saint-Gaudens)
- 34**
Setomers (Balaruc-les-Bains)
- 36**
Semclo (Châteauroux)
- 38**
Sem 360 (Sassenage)
- 41**
Slec (Blois)
- 47**
Sempam (Marmande)
Abattoirs de Tonneins : projet abandonné
- 52**
Haute-Marne Aménagement (Chaumont)
- 58**
Loire et Nohain (Cosne Cours-sur-Loire)
- 59**
GGE (Gravelines)
Transvilles (Saint-Saulve)

- 60**
Carrières du Sud de l'Oise (Saint-Leu d'Esserent) : projet abandonné
- 62**
Sem Artex (Bruay-la-Buissière)
- 63**
Saem de Chamalières
- 64**
Développement économique agricole (Mauléon) : projet abandonné
- 69**
Maison formation et Tic (Gringy) : projet abandonné
- 71**
Adeco 71 (Mâcon)
Nicéphore Cité (Châlon-sur-Saône)
- 72**
Sopam (Le Mans)
- 73**
Sacodarc (Bourg Saint-Maurice)
Semval (Valmeinier)
- 74**
MED (Annemasse)
Semic 74 (Cran Gevrier)
- 77**
SEMMTU (Chelles) : projet abandonné
- 78**
Sem Mantes la Jolie
- 92**
Semarmont (Montrouge)
- 93**
Sports Loisirs (Montreuil)
TV territoriale (Rosny-sous-Bois) : projet abandonné
- 94**
Studio 66 (Champigny-sur-Marne)

...Organismes auprès desquels la Fédération est active

Instances nationales

- Conseil national de l'habitat
- Commission nationale de la concertation
- Conseil national de la montagne
- Conseil national du tourisme
- Conseil national du transport (comité de liaison pour l'accessibilité des transports)
- Caisse de garantie du logement locatif social
- Certu (Centre d'étude sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques)
- Conférence permanente du tourisme rural
- Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru)
- Agence nationale de l'Habitat (Anah)
- Comité de suivi pour la mise en œuvre du droit au logement

Organismes sectoriels ou professionnels

- Association HQE
- Association Qualitel
- Anil (Agence nationale pour l'information et le logement)
- Agence qualité construction
- Avicaa (Association des villes & collectivités pour les communications électroniques & l'audiovisuel)
- Instance de régulation relative à la garantie des dommages aux existants
- Fédération des Min
- Fonds d'intervention pour le logement social

- Institut de la gestion déléguée
- Union nationale des professionnels du pôle funéraire

Energie

- Amorce
- Anroc (Association des régies d'énergie et câble)
- Association des maîtres d'ouvrage en géothermie (Agemo)
- Comité de liaison des énergies renouvelables (Clerc)
- ELE (Entreprises locales d'électricité)
- SPEGNN (entreprises locales gazières)
- Syndicat des énergies renouvelables

Transport-stationnement

- Agir
- Gart
- Fédération du stationnement
- Transdev
- UTP

Tourisme et culture

- Fédération française des ports de plaisance
- Fnotsi (Fédération nationale des offices de tourisme)
- France Congrès
- Foire, salons, congrès et événements de France
- Odit-France
- Prodiss (Union du spectacle musical et de variété)

- Snelac (Syndicat national des espaces de loisirs, d'attractions et culturels)
- SNTF (Syndicat national des téléphériques de France)

Autres

- Union nationale du crédit coopératif
- Associations Mutlog et Acmil
- ADPE (Association pour le droit public de l'entreprise)
- Club ville aménagement
- CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique)
- Observatoire des risques juridiques des collectivités territoriales
- Association de promotion des projets urbains
- Cercle des délégués permanents à Bruxelles
- Association nationale des élus de la montagne (Anem)
- Association nationale des maires des stations classées et communes touristiques
- Association nationale des maires des stations de montagne (Anmsm)
- Association nationale des élus du littoral (Anel)
- Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)
- Fédération nationale des collectivités pour la culture (FNCC)